

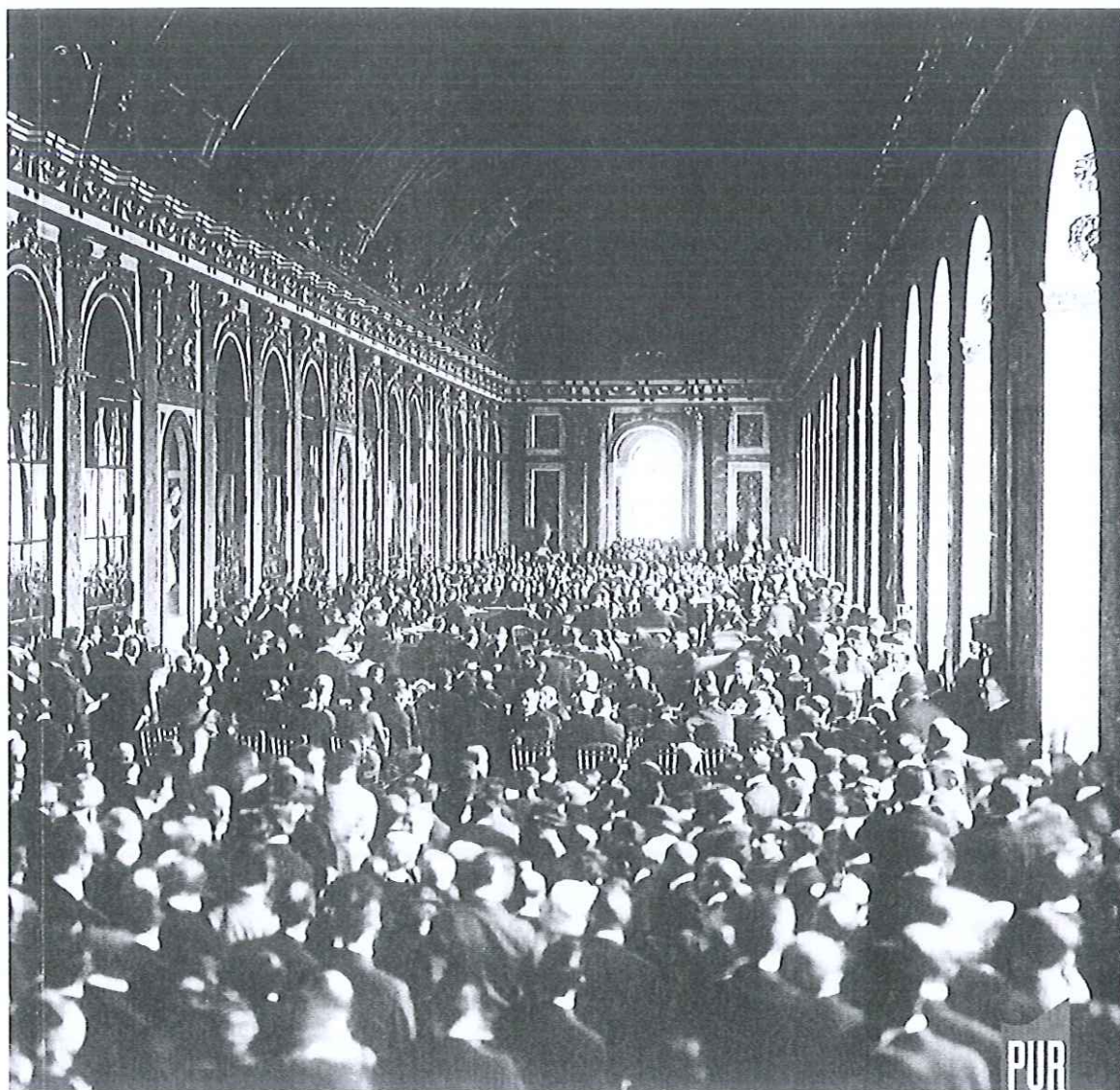
que les idées exprimées dans les Mémoires du

H I S T O I R E

# Experts et expertises en diplomatie

La mobilisation des compétences dans les relations internationales  
du congrès de Westphalie à la naissance de l'ONU

Sous la direction de Stanislas Jeannesson, Fabrice Jesné et Éric Schnakenbourg



PUR



## Les drogmans et autres experts au service des ambassades à Constantinople au XVIII<sup>e</sup> siècle

Ferenc Tóth

Avant d'entrer dans les détails de mon propos, il faut souligner que la diplomatie moderne au sens européen n'existerait pas à l'époque des Lumières dans l'Empire ottoman. La plupart du temps, le droit des gens n'était pas reconnu par les autorités ottomanes. Ses règles avaient des conséquences sur les relations avec les puissances européennes et sur la nature du comportement envers les représentants européens qui différait considérablement de ce qui se faisait en Europe. Dans l'Empire ottoman, certains pays européens avaient des relations régulières avec la Sublime Porte, comme la France. Ils envoyaient des ambassadeurs à Constantinople, mais la Porte n'envoyait pas réciproquement d'ambassadeurs auprès des souverains respectifs. Le traité de paix de Passarowitz (1718) confirma le changement dans l'attitude de la Sublime Porte envers les diplomates des puissances ennemies européennes et, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, grâce aux réformes de « l'époque des tulipes » (1720-1730), la diplomatie ottomane adopta des méthodes occidentales<sup>1</sup>.

Pour la bonne compréhension des choses, il convient de rappeler les règles du fonctionnement de la diplomatie islamique de l'Empire ottoman. Celles-ci étaient en majeure partie définies en référence à la vie du prophète et aux formes des relations extérieures qui s'étaient imposées lors de la constitution du jeune État musulman. Cette diplomatie fut fondée sur une bipartition du monde, dans le droit islamique, entre le territoire de l'Islam (*dār al-islām*) d'un côté, auquel était réservée la paix – on justifiait toute guerre contre un autre État musulman en accusant le souverain d'être un mécréant –, et le territoire de l'incrédulité (*dār al-kufr*) dominé par des États non musulmans. La loi de la religion musulmane était formelle : après qu'un territoire était occupé et la prière du vendredi dite au nom du sultan, la région était alors réputée intégrée pour toujours au monde de l'Islam. Les Musulmans ne devaient jamais l'abandonner, il leur fallait la garder à n'importe quel prix. La guerre était ainsi l'état normal des

1. MANTRAN Robert (dir.), *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard, 1989, p. 273-274.



relations avec le *dar al-kufî*. Mais celui-ci était lui-même divisé en deux entités, le territoire de la guerre (*dar al-harb*) et le territoire de l'accord (*dar al-'ahd*). La guerre était officielle avec le *dar al-harb*, alors que les pays du *dar al-'ahd* étaient ceux qui bénéficiaient d'un traité avec l'Empire ottoman. En principe, toutefois, aucun traité de paix ne pouvait être signé avec les pays non musulmans, si bien que les accords de paix n'étaient, en fait, que des trêves (*hudna*) dont la durée normale était de dix ans – cela en référence à la première trêve contractée par le prophète en 628<sup>2</sup>.

## Les premiers drogman à Constantinople et les débuts de leur formation

Avec le triomphe de l'Empire ottoman au xv<sup>e</sup> siècle, Constantinople devint le seul centre diplomatique de la Méditerranée musulmane. Toutefois, l'importance des commerçants européens et de leurs intérêts commerciaux dans certaines villes marchandes du Proche-Orient incita certains États à nommer des consuls dans des localités de province, le premier étant un consul de France installé à Alexandrie en 1528. Les traités accordés par le sultan (les « capitulations ») gardent en général la forme de proclamations unilatérales jusqu'à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle, au début du déclin de l'Empire. La paix de Karlowitz, signée avec la Sainte Ligue (coalition de puissances européennes) en 1699, marqua ce changement de style, avec le passage d'une proclamation à un traité négocié<sup>3</sup>.

Compte tenu des particularités de cette puissance musulmane, les monarchies européennes cherchèrent, dès la chute de Constantinople, des experts intermédiaires pour la communication diplomatique. Les interprètes furent des intermédiaires indispensables aux relations entre l'Empire ottoman et l'Europe. On les désignait par les termes *drogman*, *dragoman*, truchement qui proviennent du terme turc *terjîman*, mot d'origine araméenne qui existait depuis longtemps dans la langue arabe, sous la forme de *tarjûman*. Ce terme, comme beaucoup de mots orientaux, avait plusieurs significations dans les textes islamiques. Premièrement, il signifiait un traducteur ou un interprète dans le sens strict du terme; deuxièmement, il désignait un expéditeur de termes arabes dont le sens était obscur pour les personnes peu instruites dans les subtilités de la langue; la troisième signification correspondait au terme de médiateur ou d'intermédiaire compris dans un sens très large, ce qui pouvait désigner, à l'époque moderne, un expert de langues et civilisations orientales. Il existe un autre mot d'ori-

gine turc, *tolmâç*, qui était répandu surtout dans les langues tatar, russe, hongroise ou allemande sous la forme de *Dolmetscher*<sup>4</sup>.

L'origine du mot remonte à une époque très ancienne. Dès le xiii<sup>e</sup> siècle, ce terme fut utilisé dans les documents provenant du Moyen-Orient et du bassin méditerranéen. Le refus des Turcs, des Arabes et des Persans de parler des langues des « Infidèles » expliquait surtout la nécessité d'avoir recours aux personnes maîtrisant les langues orientales. Elles étaient recrutées dans les communautés non musulmanes vivant sur le territoire de l'Empire ottoman, c'étaient le plus souvent des familles catholiques, orthodoxes, arméniennes ou juives qui se spécialisaient à la traduction entre les autorités ottomanes et européennes. Les relations des voyageurs du Moyen Âge témoignaient très souvent du concours des drogman aux étrangers durant leurs périple. Les drogman possédaient de vastes connaissances et participaient pratiquement à toutes les affaires des pays qu'ils servaient. Leur compétence s'étendait aux négociations diplomatiques, à l'assistance juridique et à l'interprétariat en général dans les transactions commerciales<sup>5</sup>.

Pour la bonne compréhension des choses, le mot drogman désignait également un officier au service du Grand Seigneur ayant un titre de ministre dans les négociations internationales. Le drogman le plus important était celui du gouvernement ottoman qu'on appelait le drogman de la Porte (*terjîman bachi* en turc), fonction créée dès le xvi<sup>e</sup> siècle. On connaît le nom de plusieurs drogman de la Porte de cette époque comme Yunus Beg (Janus Bey) qui entretenait des relations privilégiées avec les envoyés français, ou le Hongrois polyglotte Murad Bey, qui rédigea une adaptation en osmanli du *De Senectute* de Cicéron. Au fur et à mesure de l'intensification des relations entre les puissances européennes et la Sublime Porte, le rôle des drogman de la Porte devint de plus en plus important. À la fin du xvii<sup>e</sup> siècle, cette position devint une institution héréditaire pourvue par des dynasties de drogman du quartier Phanar de Constantinople<sup>6</sup>.

Pour communiquer avec les autorités ottomanes, les diplomates français – comme le personnel des autres ambassades européennes – utilisaient également des interprètes qu'on appelait aussi des drogman, qui étaient le plus souvent des membres de familles commerçantes levantines installées depuis plusieurs générations à Pétra, dans le quartier européen où se trouvait la plupart des ambassades<sup>7</sup>. En lisant les documents concernant les drogman, on y retrouve très souvent les mêmes noms de famille (Fonton, Fornetti, Peysonnel, Testa, Wiet, etc.) ce qui montre que ces postes semblaient être

4. TESTA Marie de et GAUTHIER Antoine, « Le drogman, intermédiaire entre l'Orient et l'Occident », in *Id.*, *Drogmans et diplomates européens auprès de la Porte ottomane*, Istanbul, Isis, 2003, p. 9.  
5. *Ibid.*, p. 12.  
6. HIRTZEL Frédéric, « Les jeunes de langue de Pétra-les-Constantinople », *Dix-Huitième Siècle*, n° 28, 1996, p. 58.  
7. Voir MANSTER Philip, *Constantinople, City of the World's Desire, 1453-1924*, Londres, J. Murray, 1995.

2. Voir encore sur l'organisation politique et sociale de l'Empire ottoman : HIRTZEL Frédéric, *L'Empire ottoman xv<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> siècles*, Paris, Les Belles Lettres, 2001, p. 79-99.  
3. Voir BIRNBAUM Jean (dir.), *La paix de Karlowitz 26 janvier 1699, Les relations entre l'Europe centrale et l'Empire Ottoman*, Paris, Honoré Champion, 2010.



quasiment héréditaires dans les dynasties levantines de Péra<sup>8</sup>. L'espionnage et la vente de documents secrets étaient une source de gains. Il en résulta la nécessité de créer un corps d'interprètes plus indépendant et plus confidentiel pour le service du roi de France. À l'exemple d'autres monarchies européennes, Colbert introduisit le système des jeunes de langues, dont l'école se trouvait à Péra. Ce système existait déjà dans la capitale ottomane, puisque la République de Venise envoyait depuis 1551 à Constantinople des jeunes que le Sénat avait destinés à la profession de drogman. On appelait ces jeunes élèves interprètes « *Giovani della lingua* » d'où venait l'appellation « enfants de langue » ou « jeunes de langue » qui devint général au siècle des Lumières. L'école des « enfants de langue », c'est-à-dire l'établissement de formation d'interprètes et traducteurs pour les besoins de la diplomatie et du commerce fut fondée à Péra, à la demande de la chambre de commerce de Marseille, par l'arrêt du Conseil du 18 novembre 1669. L'enseignement des jeunes de langues à Constantinople fut complété en 1700 par un système de bourses au profit des « enfants orientaux » du Collège Louis-le-Grand à Paris<sup>9</sup>.

La nécessité d'avoir des experts dans la négociation avec les autorités ottomanes fut évoquée à plusieurs reprises dans des projets d'organisation d'écoles spécialisées pour la formation de diplomates. Un exemple intéressant est fourni par le *Testament politique de Charles duc de Lorraine et de Bar*, un recueil de pensées et de recommandations pour le gouvernement intérieur et la politique extérieure de la monarchie des Habsbourg, rédigé en 1687 sous le nom de Charles V de Lorraine<sup>10</sup>. Cet ouvrage fortement lié aux événements du règne de Léopold I<sup>er</sup> fut complété par des *Instructions sur les négociations étrangères et domestiques* qui présentent un intérêt particulier pour notre sujet. Dans cet ouvrage, l'auteur proposa la fondation d'une académie politique où l'on formerait les diplomates envoyés dans les différents cours. L'auteur proposa pour l'Empire ottoman, l'ennemi héréditaire (*Erbsfeind*) de l'Empire des Habsbourg, deux types de diplomates : un ambassadeur solide et ferme et un expert connaissant « l'art de régner » des Turcs<sup>11</sup>. Il est surprenant qu'il ne parle pas de la nécessité de la connais-

8. Voir sur les dynasties des drogman : TESTA Marie de et GAUTHIER Antoine, « Les drogman au service de la France au Levant – Quelques dynasties de drogman », *Revue d'histoire diplomatique*, 1991/1, p. 5-99.

9. HIRZEL Frédéric, « Les jeunes de langue de Péra-les-Constantinople », art. cité, p. 57-70.

10. Cet ouvrage fut publié pour la première fois en 1697 à Leipzig et à Cologne. Voir TÓTH Ferenc, « Réflexions sur la politique et la diplomatie d'un prince éclairé avant les Lumières : Le Testament politique de Charles V, duc de Lorraine », *Revue d'histoire diplomatique*, 2015/3, p. 225-243.

11. L'envoi d'un ambassadeur solide et ferme ne fut pas forcément une invention de l'auteur de cet ouvrage, mais une conviction basée sur des expériences accumulées durant les siècles de relations entre l'Empire ottoman et les puissances européennes. Un siècle après, un observateur français, François de Torte, expliquait ainsi cette maxime : « Les Turcs en général sont forts avec les faibles et faibles avec les forts ; voilà leur caractère distinctif ; mais s'il existe des exceptions, la position des ministres de la Porte, n'en souffre aucune ; j'ose le dire, et toutes les fois qu'un ambassadeur sera connu pour être ferme la crainte des démarches qu'il pourroit faire directement au Grand Seigneur,

sance des langues orientales. Plus tard, il revient au problème des experts, au sujet des ambassades envoyées en Perse et en Russie : « Il faut envoyer en Perse & en Moscovie, même ailleurs, des ambassadeurs extraordinaires fort éclairs, magnifiques, d'une grande dépense, & sur tout accompagner de plusieurs bonnes restes bien instruites des inclinations & des maximes de ces peuples, pour en tirer le fruit qu'on en espère selon le besoin<sup>12</sup>. » Plus tard, la politique extérieure impériale du début du XVIII<sup>e</sup> siècle, puis le gouvernement du duc François III, l'empereur François I<sup>er</sup> descendant direct de Charles V de Lorraine, et de sa femme Marie-Thérèse d'Autriche semblent bien adopter certains principes du *Testament*. Les fondations créées par Marie-Thérèse d'Autriche, comme l'*Orientalische Akademie* (1754), l'actuelle *Diplomatische Akademie*, pour la formation des interprètes et traducteurs pour la diplomatie, en fut un exemple bien illustre<sup>13</sup>.

### Les ambassadeurs français et les drogman à Constantinople au XVIII<sup>e</sup> siècle

Durant le siècle des Lumières, les ambassadeurs français suivants étaient en service à Constantinople : Charles de Ferriol (1699-1709), Pierre des Alleurs (1709-1716), Charles Jean-Louis de Bonnac (1716-1724), Jean-Baptiste d'Andrezel (1724-1728), Louis de Villeneuve (1728-1740), Michel de Castellane (1740-1747), Roland des Alleurs (1747-1755), Charles de Vergennes (1755-1768), François de Saint-Priest (1768-1784) et Auguste de Choiseul-Gouffier (1784-1789). Parmi les premiers diplomates, nous pouvons constater une certaine professionnalisation dans les affaires d'Europe orientale. Plusieurs de ces ambassadeurs étaient en différents postes dans d'autres pays de cette vaste région qui allait de l'Europe du Nord jusqu'à l'Empire ottoman. Comme l'a montré Éric Schnakenbourg dans son approche prosopographique au sujet des diplomates du Nord, on assiste à l'émergence d'experts diplomatiques régionaux dans l'Europe du Sud-Est également<sup>14</sup>. Notons l'exemple de Pierre des Alleurs qui était au préalable en Hongrie et Transylvanie et dont le fils occupa également le poste d'ambassadeur quelques décennies après. De même, Jean-Louis de Bonnac était en poste en Suède et en Pologne avant sa nomination à

et dont le moyen n'est pas aussi difficile qu'on pourroit le croire, invitera seulement les ministres ottomans à lui céder... » Bibliothèque municipale de Versailles, Manuscrits, série L. 278 *Mission de Crimée en 1768 et 69* (romes III et dernier) *Mémoire sur le commerce de la France dans la mer Noire et les intérêts politiques de Sa Majesté en Crimée*, p. 3-4.

12. *Testament politique de Charles duc de Lorraine et de Bar*, Leipzig, 1697, p. 128.

13. Voir sur l'histoire de cet établissement : TESTA Marie de et GAUTHIER Antoine, « L'Académie orientale de Vienne (1754-2002), une création de l'impératrice Marie-Thérèse », in Jo. (dir.), *Drogmans et diplomates européens auprès de la Porte ottomane*, op. cit., p. 53-75 ; DO DAGO David, *L'Orient à Vienne au dix-huitième siècle*, Oxford, Voltaire Foundation, 2015, p. 22-35.

14. SCHNAKENBOURG Éric, « Les diplomates français en Europe du Nord au début du XVIII<sup>e</sup> siècle : une approche prosopographique », *Revue d'histoire diplomatique*, 2010/3, p. 227-244.



Constantinople. Et si nous y ajoutons les bonnes relations personnelles du vicomte d'Andrezel avec le prince François II Rákóczi<sup>15</sup>, nous pouvons comprendre le système de sélection des diplomates pour ce poste important d'Europe de l'Est. En réalité, il s'agissait de renforcer le réseau d'alliances de revers des petits et moyens États d'Europe centrale et orientale fort utile lorsque les monarchies françaises étaient en conflit militaire avec la Maison d'Autriche. Ce système d'alliance comprenait essentiellement la Suède, la Pologne, la Transylvanie et les Hongrois, Mécontents ou Malcontents, et l'Empire ottoman. Dans la construction des liens entre les différents pays qui abritaient des rebelles anti-Habsbourg, les agents français jouaient un rôle à la fois important et efficace. La concentration des forces et la réussite des négociations multipartites furent l'œuvre de ces experts français secondés par leurs diognans. La période concernée — c'est-à-dire l'époque de la guerre de Succession d'Espagne et de la Grande Guerre du Nord — favorisait largement cette politique orientale<sup>16</sup>.

Après la mort du vicomte d'Andrezel, le roi nomma pour le poste d'ambassadeur de France à Constantinople le marquis de Villeneuve (1675-1745) qui était un des diplomates les plus marquants de l'Ancien Régime<sup>17</sup>. D'après sa correspondance diplomatique, nous savons que cet ambassadeur avait considérablement amélioré la formation des jeunes de langue en les employant dans l'ambassade pour des traductions d'ouvrages en langues orientales. Les démarches de Villeneuve furent facilitées par les réformes du grand vizir Damad Ibrahim pacha, un chef de file des réformes de « l'époque des tulipes ». Le grand vizir à l'aide du renégat hongrois Ibrahim Miteferrika introduisit l'imprimerie dans l'Empire ottoman. Ibrahim efendi fit venir en Turquie des fondateurs, des graveurs de lettres, des burineurs de Vienne, tandis que l'ambassadeur de France contribua également à la réussite de son activité. La véritable coopération commença avec la publication d'une grammaire turque en langue française. Cet ouvrage était indispensable aux jeunes de langue française de Pétra qui apprenaient

les langues orientales chez les Capucins près du Palais de France. Le livre était le travail d'un jésuite de Constantinople, le père Holderman, qui présenta son projet à l'ambassadeur dès 1729. Le 2 mars 1730, le marquis de Villeneuve écrivit au comte de Maurepas à propos de l'avancement de ce projet de publication franco-turc :

« J'ai informé le père Holderman des dispositions favorables dans lesquelles vous étiez au sujet de la proposition que m'avait fait faire Ibrahim-Efendi d'imprimer une grammaire et un dictionnaire en langue turque et française, mais je lui ai dit en même temps que vous souhaitiez de savoir à quelle somme la dépense en pourrait être portée, il m'a répondu qu'Ibrahim-Efendi ne demandait autre chose de la libéralité du Roi que les caractères français qui lui étaient nécessaires pour cette impression, et qu'il me remettrait quelques caractères turcs pour que la gravure des uns et des autres fut proportionnée et que l'impression en fût plus belle<sup>18</sup>. »

Villeneuve fit parvenir à Versailles, en janvier 1731, cent exemplaires de la *Grammaire ou méthode pour apprendre les principes de la langue turque*, une première édition de l'ouvrage dont la qualité laissait encore beaucoup à désirer. L'un des problèmes venait du fait que le père Holderman, l'auteur de l'ouvrage, venait de mourir durant les préparatifs de l'impression et que les corrigés furent achevés par un autre religieux. Dans les courriers diplomatiques suivants, Villeneuve envoya encore d'autres exemplaires de l'ouvrage, certainement corrigés, dont nous trouvons de très beaux exemplaires dans plusieurs bibliothèques européennes. Les subventions de l'ambassade de France à Constantinople et de la chambre de commerce de Marseille permirent à l'imprimerie de vendre les exemplaires de la grammaire turque et d'envisager d'autres projets de publications linguistiques comme des grammaires et dictionnaires nécessaires au développement des relations entre Européens et Ottomans. On envisageait aussi un dictionnaire franco-turc à en croire une lettre de l'ambassadeur français du premier octobre 1731 :

« Ibrahim Effendi n'a point expliqué précisément ses prétentions sur la proposition qui lui a été faite d'imprimer un dictionnaire turc et français dont il lui a été parlé, il a seulement dit qu'il fallait lui faire fournir les caractères français, et lui donner quelque argent pour l'indemniser de certaines dépenses auxquelles cet ouvrage l'engagerait, je n'ay pas trouvé à propos de le faire presser davantage à cet égard, jusqu'à ce que vous m'eussiez fait savoir vos intentions sur le projet du dictionnaire dont je vous ay envoyé un cahier le 6 du mois dernier<sup>19</sup>. »

L'ambassadeur français avait d'ailleurs une mission culturelle en Turquie, il devait rechercher des manuscrits et livres rares pour les collections orien-

15. Le vicomte Jean-Baptiste d'Andrezel avait des rapports très étroits avec le prince François II Rákóczi. Ils étaient liés même avant leur séjour turc car le prince Rákóczi joua chez les Camaldules de Grosbois la maison que le vicomte d'Andrezel avait occupée auparavant. Ils avaient été tous deux très influencés par le jansénisme lors de leur séjour chez les Camaldules. Köpeczi Béla, *A bújában Rákóczi* (Rákóczi en exil), Budapest, Akadémiai Kiadó, 1991, p. 371-388.

16. Voir sur ce sujet Tóth Ferenc, « Alliances de revers et modernisation militaire : le rôle des envoyés militaires français en Europe centrale et orientale, XVII<sup>e</sup> - XVIII<sup>e</sup> siècles », in Éric SCHNAENOUË et Frédéric DASSERRE (dir.), *La France face aux crises et aux conflits des périphéries européennes et atlantiques du XVII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Enquêtes et documents », n° 39, 2010, p. 143-153.

17. Louis-Sauveur de Villeneuve naquit à Marseille en 1675 et appartenait à une famille de robe. Il commença sa carrière comme lieutenant général civil à Marseille. Il fut proposé pour l'ambassade de Turquie où il se distingua par un mandat de douze ans plein de succès. En 1744, Louis XV lui proposa le portefeuille des Affaires étrangères qu'il refusa. Il mourut le 1<sup>er</sup> juillet 1745 à Marseille. VANDAL Albert, *Une ambassade française en Orient sous Louis XV. La mission du marquis de Villeneuve 1728-1741*, Paris, Éd. Plon-Nourrit et C<sup>e</sup>, 1887.

18. BNE, Ms. Fr. 7183, p. 641.

19. BNE, Ms. Fr. 7184, p. 338-339.



tales et antiques de la Bibliothèque du Roi, la future Bibliothèque nationale de France. L'abbé érudit François Sevin fut envoyé exprès en Orient pour chercher et acheter des ouvrages pour la bibliothèque<sup>20</sup>. Les savants français collaboraient avec Ibrahim Mîtefferika qui était alors chargé d'assister les représentants de Rakóczi et fut destiné occasionnellement pour servir de drogman auprès du prince exilé<sup>21</sup>. Le marquis de Villeneuve profita de ses éminents drogmans, nommés Delaria et Olibon, ainsi que de ses différents agents grâce auxquels il créa un réseau secret qui lui fournit des informations précieuses. Ce réseau d'agents était aussi nécessaire pour le contrôle des drogmans dont la faibletté laissait souvent à désirer. Notons l'exemple d'un officier français d'origine hongroise, André Tóth, qui fut envoyé en 1734 en Crimée en tant que consul de France auprès du khan des Tatars. Plus tard, l'ambassadeur l'envoya à plusieurs reprises à Babadag, au camp du grand vizir où il participa activement aux négociations secrètes préparant le traité de paix de Belgrade. Lors de ces négociations, les relations de Tóth avec son compatriote Ibrahim Mîtefferika, qui remplaçait pendant certain temps le drogman du grand vizir, étaient primordiales car elles lui permirent d'avoir un accès direct aux documents ottomans<sup>22</sup>.

L'ambassade du comte de Castellane fut beaucoup moins heureuse que celle de Villeneuve, ce qui s'explique en partie par l'indiscrétion des drogmans et de leurs interlocuteurs turcs et européens. Durant la guerre de Succession d'Autriche, après les premiers succès, la situation de la France devint de plus en plus difficile sur le front européen. L'ambassadeur français essaya alors de réactiver l'ancienne alliance de revers par ses démarches auprès des autorités ottomanes afin de les convaincre d'entrer en guerre contre les troupes de la reine de Hongrie. Outre ses drogmans, le comte de Castellane travaillait étroitement avec Alexandre de Bonnevall et Ibrahim Mîtefferika. Néanmoins, non seulement ces démarches furent inutiles, mais un mémoire qu'il avait rédigé pour le sultan fut volé et publié par les autorités autrichiennes. Le fiasco qui s'ensuivit entraîna le rappel de Castellane en mai 1747<sup>23</sup>.

Son successeur, Roland Puchot comte des Alleurs, fut nommé surtout parce qu'il était initié au « secret du roi ». C'était une diplomatie parallèle dont les objectifs furent parfois très différents de ceux de la diplomatie

officielle. Durant la période qui nous intéresse, Louis XV concentra principalement son attention sur la Pologne où le parti francophile était assez fort. Son candidat français fut le prince de Conti qui était en correspondance secrète avec les ambassadeurs français à Varsovie, Constantinople, Stockholm et Saint-Petersbourg, initiés, bien entendu, au « secret du roi »<sup>24</sup>. L'enjeu de ces intrigues fut le maintien d'un système d'alliance entre la France, la Turquie, la Pologne, la Suède et la Prusse afin de séparer l'Empire des Habsbourg d'avec la Russie<sup>25</sup>. L'ambassadeur s'appuyait d'ailleurs sur ses agents, dont André Tóth, que sur les drogmans peu fiables dans des négociations secrètes.

Après la mort subite de Roland des Alleurs, en 1754, la cour de France nomma Charles de Vergennes qui arriva à Constantinople en 1755 accompagné de divers experts, comme André Tóth qui y emmena son fils, François, pour lui faire apprendre la langue turque afin qu'il puisse prendre le relais dans la diplomatie secrète en Orient après sa retraite<sup>26</sup>. Hormis l'apprentissage de la langue du pays, le but de l'envoi des « jeunes de langue » à Constantinople résidait dans l'étude des mœurs orientales, sujet passionnant auquel il consacra plus tard son grand ouvrage politique, philosophique et autobiographique. Cet objectif est très précisément décrit dans les mémoires de François de Tott : « La mort du Sulhan Mahamout & celle de M. Désalleurs déterminèrent la mission de M. de Vergennes à Constantinople. J'eus ordre de l'accompagner, pour y apprendre la Langue, & m'instruire sur les mœurs & le gouvernement des Turcs<sup>27</sup>. » L'étude de la langue turque fut donc sa principale préoccupation. Il reçut un véritable précepteur et maître de langue qui l'initia non seulement à la grammaire turque mais également à la littérature persane. Le choix et la formation de ce futur expert se déroulèrent d'une manière similaire à ceux des drogmans au service des ambassades européennes qui constituaient des dynasties où le métier se transmettait de père en fils<sup>28</sup>. Parfois même les alliances matrimoniales entre les mêmes dynasties renforçaient le caractère fermé de ce milieu.

20. Voir OMONT Henri, *Missions archéologiques françaises en Orient aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles* (2 vol.), Paris, Imprimerie nationale, 1902.  
21. Voir sur la carrière diplomatique d'Ibrahim Mîtefferika : Tóth Ferenc, « Ibrahim Mîtefferika, un diplomate ottoman », *Revue d'histoire diplomatique*, 2012/3, p. 283-295.

22. VANDAL Albert, *Une ambassade française...* op. cit., p. 197 ; HAUSMANN Friedrich, *Reperitorium der diplomatischen Vertreter aller Länder seit dem Westfälischen Frieden (1648) [Répertoire des Représentants diplomatiques de tous les Pays depuis la Paix de Westphalie (1648)]*, II. Band (1716-1763), Zürich, Fretz & Wasmuth, 1950, p. 131.

23. Durand Pierre (éd.), *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France depuis les traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française*, Tome XXIV : Turquie, Paris, CNRS, 1969, p. 323-326.

24. « Dès le Moyen Âge, les princes ont eu recours aux services d'agents secrets, pour faciliter les négociations et, parfois, des correspondances secrètes ont été échangées. Si l'on peut déjà parler de diplomatie secrète, le caractère épisodique de celle-ci la distingue toutefois de celle que nous verrons fonctionner au cours du dix-huitième siècle, d'abord avec le « Secret de Dubois », mais surtout avec le « Secret du Roi » qui en est l'exemple le plus perfectionné. En marge de la diplomatie officielle et patronnée par le roi lui-même, va se développer une diplomatie occulte aux buts bien définis, avec sa propre organisation et des rouages parallèles à ceux du secrétariat d'État des Affaires étrangères », BAILLOU Jean (dir.), *Les Affaires étrangères et le corps diplomatique français* Tome I : *De l'ancien Régime au Second Empire*, Paris, CNRS, 1984, p. 237.

25. BÉRENGER Jean et MEYER Jean, *La France dans le monde au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, SEDES, 1993, p. 66-67.

26. Service historique de la Défense, série 1A 3403, fol. 37.  
27. Tóth Ferenc (éd.), *Mémoires du baron de Tott sur les Turcs et les Tartares*, Paris, Honoré Champion, 2004 (éd. originale Maastricht, 1783), p. 59.

28. TESTA Marie de et GAUTIER Antoine, « Le drogman, intermédiaire entre l'Orient et l'Occident », in : MATHÉES CARON et DAVIS CLAUVEL (dir.), *Le bannissement du futur*, Arras, Artois presses université, 2007, p. 1-10.



C'était peut-être à cause des secrets d'État détenus par les drogmans ou bien pour d'autres raisons que les ambassades favorisèrent pour ces postes les membres d'une même famille. On peut présumer que le jeune baron de Tott fut choisi comme successeur de son père également dans cette logique.

Durant son ambassade, le comte de Vergennes, fut secondé par des drogmans célèbres, comme Pierre-Jean-Marie Ruffin, le futur professeur d'études orientales du Collège royal<sup>29</sup>. Autour de l'ambassadeur français, une petite société de gens lettrés et surtout d'amateurs des arts se constitua au fil des années. À côté du peintre Antoine de Favray (1706-1798), on trouvait Monsieur et Madame de Chénier, René-Louis-Amadée de Raulin et Pierre-Augustin Guys qui constituaient une communauté intellectuelle française à Constantinople. Des artistes comme le peintre Antoine de Favray laissèrent des témoignages précieux pour le cérémonial des ambassadeurs français lors des audiences et grâce auxquels nous pouvons bien situer le rôle des drogmans en ces occasions. De même, les textes des écrivains et mémorialistes nous informent d'une manière pertinente sur ce sujet, car ils furent en relations étroites avec les drogmans<sup>30</sup>. Les artistes, en tant qu'experts, contribuèrent ainsi largement au succès du comte de Vergennes à la tête de son ambassade<sup>31</sup>.

Après le rappel de Vergennes, en raison de son mariage non autorisé par le roi avec une veuve levantine, le poste de l'ambassade de Constantinople fut donné au comte de Saint-Priest. Célèbre pour son travail de classement et de conservation des archives de l'ambassade Constantinople, le comte de Saint-Priest fut également un excellent organisateur qui travaillait avec des experts de différentes disciplines sur les réformes permettant la modernisation du système militaire de l'Empire ottoman durant la guerre russo-turque (1768-1774). Sauver l'Empire ottoman étant l'objectif principal de cette période, l'ambassadeur devait faciliter, avec l'aide de ses drogmans

et d'autres experts, le transfert des savoirs militaires français aux Turcs qui éprouvaient des difficultés face aux armées russes. Notons ici le rôle du baron de Tott, ancien jeune de langue et expert des affaires ottomanes, qui contribua largement à la modernisation de l'armée ottomane en construisant des forts sur les Dardanelles et le Bosphore, en réorganisant l'artillerie turque et en fondant une nouvelle école de mathématiques<sup>32</sup>.

L'ambassadeur suivant, Auguste de Choiseul-Gouffier, continua en ligne directe le travail de son prédécesseur<sup>33</sup>. Après l'annexion de la Crimée par la Russie, survenue en 1783, le nouvel ambassadeur nommé en 1784 reçut des instructions ouvertes pour aider la Turquie à réorganiser son armée : « Le premier soin de l'ambassadeur du roi à cet égard doit être de chercher en toute occasion à bannir de l'esprit des ministres ottomans l'idée que l'empire, qui a été conquis par le sabre, puisse être conservé par cette seule arme, et à les convaincre que la tactique moderne et l'usage de l'artillerie peuvent seuls les mettre au niveau de leurs ennemis<sup>34</sup>. » Plus tard, les instructions de Choiseul-Gouffier portent sur la diffusion des savoirs par les livres :

« Il cherchera dans les drogmans les plus capables ceux qui seroient en état de traduire en turc des ouvrages élémentaires sur la tactique, les fortifications, l'artillerie et la marine ; il fera en sorte d'engager le ministre turc d'imprimer ces ouvrages et à les répandre. S'il peut trouver quelque Turc intelligent qui veuille se vouer au commerce de la librairie, il le favorisera de tout son pouvoir et en général il donnera ses soins à amener dans cette nation des connaissances utiles<sup>35</sup>. »

Un projet d'envoyer des jeunes Turcs en France pour se perfectionner dans les sciences militaires fut proposé au gouvernement, mais il ne fut pas retenu à cause de la méfiance des ministres de la Porte. L'annexion de la Crimée par les Russes accéléra l'accord des Turcs pour accueillir une mission militaire française. Finalement, à la demande du grand vizir, elle fut envoyée en Turquie avec à sa tête André-Joseph de Laître-Clavé et Mathieu Dumas<sup>36</sup>. Elle fut complétée par d'autres officiers du génie, de l'artillerie et des ingénieurs de la construction navale ainsi que des sous-officiers, canoniers et des ouvriers. À l'inspiration du comte de Vergennes, ministre des Affaires étrangères, l'ambassadeur favorisa l'enseignement militaire dans la

29. Pierre-Jean-Marie Ruffin (1742-1824). Né à Salonique le 17 août 1742, il devint jeune de langue à Louis-le-Grand, puis à Constantinople. Il accompagna le baron de Tott en Crimée et devint en 1769 consul de France en Crimée. Après avoir été fait prisonnier par les Russes en 1769, il fut nommé interprète à Constantinople, ensuite secrétaire-interprète des langues orientales à Paris, puis professeur de turc et de persan au Collège royal à partir de 1784. En 1794, il fut nommé premier interprète et secrétaire à la légation française à Constantinople et assura l'intermède de cette ambassade en 1797. Il participa activement aux négociations entre la France et l'Empire ottoman, en tant que chargé d'affaires en 1802 et en tant que ministre plénipotentiaire en 1812. Mézian Anne, *Les consuls de France au siècle des Lumières*, Paris, 1998, p. 538-540 ; Denizhan Hani, « La mission du baron de Tott et de Pierre Ruffin auprès du khan de Crimée », *Revue de l'histoire des colonies françaises*, XV, 1923, p. 3 ; et Denizhan Hani, *La vie de Pierre Ruffin, orientaliste et diplomate 1742-1824* (2 vol.), Paris, Paul Geuthner, 1929, tome I, p. 12-28.

30. Voir sur ce sujet : Tóth Ferenc, « Az irodalom és a diplomácia viszonya, Charles Gavrier Vergennes grófia François de Tott báróhoz írt levelét I. rész », *Lymbus* 2014, Budapest, 2015, p. 141-170 ; Tóth Ferenc, « Milkes et la diplomatie française », in Gábor Tüskés (dir.), *Literaturtransfer und Interkulturalität im Exil*, Bern, Peter Lang, 2012, p. 47-60 ; Mousssa Sanga,

« Traduction, médiation. La figure du drogman dans les récits de voyage en Orient au XIX<sup>e</sup> siècle », in György Várkonyi (dir.), *Écrire le voyage*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 1994, p. 101-114. 31. Boore Auguste, *Les peintres du Bosphore au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, ACR Éditions, 1989, p. 101.

32. Tóth Ferenc, *Un diplomate militaire français en Europe orientale à la fin de l'Ancien Régime. François de Tott (1733-1793)*, Istanbul, Isis, 2011.

33. Voir sur l'histoire de son ambassade : Pincusud Léonce, *Choiseul-Gouffier. La France en Orient sous Louis XVI*, Paris, Picard, 1887 ; Grati Chanaël, « Les ambiguïtés du philhellénisme. L'ambassade du comte de Choiseul-Gouffier auprès de la Sublime Porte (1784-1792) », *Dis-Huitième Siècle*, 27, 1995, p. 223-235.

34. Duvanc Pierre (éd.), *Recueil des instructions données aux ambassadeurs...* op. cit., p. 476.

35. *Ibid.*, p. 477.

36. Voir à ce sujet : *Souvenirs du lieutenant général comte Mathieu Dumas de 1770 à 1836 publiés par son fils* (3 vol.), Paris, Firmin Didot Frères, 1839.



capitale ottomane. À l'exemple du baron de Tott, La Fitte-Clavé créa un établissement, une école de fortifications où il donna 147 leçons. Malgré le nombre peu élevé des étudiants, l'école de fortifications fit quelques progrès pendant le séjour de La Fitte-Clavé qui publia en turc les *Éléments de construction et de la fortification passagère* de Laurent Jean-François Truguet ainsi qu'un traité de manœuvre pratique<sup>37</sup>.

Comme l'Empire ottoman avait une place privilégiée dans les relations extérieures de la France au cours de la seconde moitié de l'époque moderne, Versailles eut un grand besoin d'experts diplomatiques sur cet État. Grâce à la création d'une école de jeunes de langue, un système de formation spécialisée existait déjà à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Parallèlement, ce système se diversifia par l'introduction d'experts complémentaires (agents, savants, conseillers militaires, etc.). Leur importance résidait non seulement dans le développement et la professionnalisation de la formation, mais aussi parce qu'ils jouaient un rôle primordial dans le contrôle des traducteurs souvent impliqués dans des affaires de divulgation des secrets d'État. Les drogmans et les experts se distinguèrent particulièrement dans le transfert des savoirs entre l'Orient et l'Occident dans les deux sens. Par leur travail de traduction, d'interprétariat et d'expertise, ils contribuèrent au développement des études orientales en France dont le résultat le plus spectaculaire fut la création à Paris par la loi du 10 germinal an III (30 mars 1795) de l'École spéciale de langues orientales qui devint une illustre institution de formation de diplomates de haut niveau.

## Experts et diplomates aux conférences de La Haye de 1899 et 1907

Stanislas JEANNESON

La première conférence de La Haye trouve son origine dans une initiative diplomatique du gouvernement russe. Le 24 août 1898, le comte Mouraviev, ministre des Affaires étrangères du Tsar et ancien professeur de droit à l'université de Moscou, remet aux puissances représentées à Saint-Petersbourg une note dans laquelle il propose la tenue d'une conférence internationale se donnant pour objectif général la « recherche des moyens les plus efficaces d'assurer à tous les peuples les bienfaits d'une paix réelle et durable ». Une seconde lettre précise, le 30 décembre, les huit points qui pourraient constituer la trame des débats et s'ordonner autour de trois sujets principaux : la limitation, voire la réduction, des budgets militaires, des effectifs et des armements, tant sur terre que sur mer (point 1) ; la mise en place de conventions visant à réduire l'usage des armes les plus meurtrières et les souffrances causées par les guerres sur les champs de bataille (points 2 à 7) ; l'« acceptation en principe de l'usage des bons offices, de la médiation et de l'arbitrage facultatif, pour des cas qui s'y prêtent, dans le but de prévenir des conflits armés entre nations » (point 8)<sup>1</sup>.

Même s'il ne faut pas minimiser les convictions personnelles du jeune Nicolas II et son aversion pour la guerre, la plupart des gouvernements européens comprennent l'initiative de la Russie comme une manœuvre pour mettre un frein à une course aux armements qu'elle n'a plus les moyens économiques de mener, notamment avec l'Allemagne<sup>2</sup>. Comme il est évidemment très difficile de rejeter le principe d'un tel programme, la conférence a bien lieu l'année suivante. Elle est suivie, en 1907, d'une deuxième conférence conçue dans la continuité de la première, pour en

37. BÉRENGER Jean, « Les vicissitudes de l'alliance militaire franco-turque (1520-1800) », in Daniel TOLLIER (dir.), *Guerres et paix en Europe centrale aux époques moderne et contemporaine. Mélanges d'histoire des relations internationales offerts à Jean Bérenger*, Paris, PUPS, 2003, p. 324 ; TÓTH Ferenc,

« Missions militaires françaises en Turquie à la fin de l'ancien régime : Le baron de Tott et La Fitte-Clavé (1769-1784) », in Frédéric DUBBERG et Éric SCHNAKENBOURG (dir.), *Les horizons de la politique extérieure française : Stratégie diplomatique et militaire dans les régions périphériques et les espaces seconds (XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, Bruxelles, Peter Lang, 2011, p. 269-282.

1. Archives du ministère français des Affaires étrangères – La Courneuve (AMAE), Correspondance politique et commerciale, nouvelle série (1897-1918), Russie, vol. 24, lettre de Mouraviev à Montebello, ambassadeur de France à Saint-Petersbourg, le 30 décembre 1898.

2. MORILLAS DAN LU, « Nicholas II and the Call for the First Hague Conference », *The Journal of Modern History*, vol. 46, 1974/2, p. 296-313 ; BARCELLO LAURENT, « Aux origines de la Cour permanente d'arbitrage : la première Conférence de La Haye (1899) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 189, 1998, p. 17-29.